

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Naufrage du Esther Miracle : l'inquiétude gagne les familles des disparus

DEUX jours après la tragédie survenue au large des côtes de Libreville, l'espoir de retrouver leurs proches survivants s'amenuise du côté des familles des disparus.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

QUARANTE-HUIT heures après le drame survenu dans la nuit de mercredi à jeudi dernier au large de nos côtes, le Parti démocratique gabonais (PDG), par la voix de son secrétaire général Steeve Nzegho Dieko, a décidé, hier, "de suspendre toutes les activités liées à la commémoration de son 55e anniversaire".

Une suspension conforme, a-t-il indiqué, aux "fermes instructions du Distingué camarade président (DCP) Ali Bongo Ondimba".

Profondément ému par cette tragédie, Steeve Nzegho Dieko a exprimé toute la solidarité et la compassion des militants et militantes du PDG à l'égard des familles des victimes. Tout en saluant l'action remarquable et courageuse des secouristes. Non sans appeler les uns et les autres "au sens de la mesure, de la décence, la dignité et du recueillement".

Des notions dont doit faire montre, autant que possible, tout un chacun en ce moment particulièrement douloureux de l'histoire de notre pays. D'autant plus que cette tragédie, quoi qu'on en dise, affecte la Nation tout entière.

Pour ainsi dire, la célébration du 55e anniversaire du PDG est reportée à une date ultérieure.

C'est là, une des conséquences politiques notables de ce drame face auquel les militants, militantes et sympathisants ont salué la décision de report. Entendu qu'ils n'ont vraiment pas l'esprit à la fête.

Pour autant, la polémique commence à enfler. Certains acteurs de la société civile et de l'opposition pointent du doigt notamment la responsabilité des pouvoirs publics. C'est, entre autres, le cas de l'Union nationale initiale (UNI) qui, par le truchement de sa porte-parole Reine Adiahenot Ogandaga Ndjondji, a appelé "le gouvernement à prendre toute la mesure de ce drame qui endeuille la Nation" (lire ci-contre).

Dans tous les cas, deux jours après la survenue de la tragédie, certaines choses semblent se préciser. De fait, selon le substitut du procureur de la République, Loïc Mangongo, ce sont finalement cent vingt-quatre personnes (124) qui ont été secourues alors que trente-quatre (34) sont portées, à l'heure actuelle, disparues.

Une information qui ne soulage pas, pour autant, les familles des victimes. D'autant plus que chez elles, l'inquiétude et l'angoisse tendent à se substituer à toute forme d'espoir. Entendu que selon de nombreux spécialistes, plus les jours passent, moins les chances de retrouver des

naufragés vivants sont grandes. Surtout que le phénomène fluctuant des marées n'arrange rien à la situation.

De fait, comme une forme d'impuissance, chacun s'en remet à tout ce qui pourrait lui permettre de retrouver qui un oncle, qui une tante, un époux, un frère ou un ami.

N'empêche que la tension était palpable aussi bien au port môle de Libreville que dans la capitale économique, où des familles des victimes ont pris d'assaut le siège de la société Royal Coast (Lire ci-après). En pointant du doigt la négligence de cette entreprise, en invitant les autorités à faire la lumière sur ce drame afin que les responsabilités soient clairement établies dans cette affaire. Tant il y va de la nécessité pour certains de faire leur deuil.

"Nous ne comprenons pas pourquoi nous sommes démunis et sans véritables informations", s'est plainte une passagère en attente des nouvelles de son fils de sept ans, le regard hagard, fixé sur les vagues.

À ses yeux, elle aurait tout donné pour être à la place de son fils. Rien ne saurait justifier, selon elle, que "son garçon soit porté disparu et qu'elle se retrouve là" (Lire ci-après).

Ceci étant, les enquêtes judiciaire, administrative, nautique et technique se poursuivent.



Photo: Jocelyn Abila

Quelques parents des disparus attendant désespérément des nouvelles